



Réf : 3_tan tan_13_11_x19

Titre : « De Rio de Janeiro à Tan Tan » Des contraintes à surpasser et des atouts à mettre à profit

National

mardi 18 mars 2008

Dans la grande salle imposante de la municipalité de Tan Tan où se sont rassemblés quelque 500 acteurs de la vie politique et économique de la ville et de la région, le nom de Rio de Janeiro est revenu à plusieurs reprises dans les discours des intervenants, ministre, wali, gouverneur, président du Conseil provincial, président du Conseil municipal, élus et représentants et surtout représentantes des ONGs venus très nombreux, les femmes étant les plus impressionnantes dans leurs mhalfas.



Effet de mondialisation ou volonté de s'ancrer au monde ? sans doute les deux car Tan Tan, comme la grande mégalopole brésilienne Rio de Janeiro dispose désormais, non sans fierté, d'un agenda 21 référence pour la mise en œuvre d'un développement durable de la planète au niveau des territoires. En 1992, le sommet de la Terre de Rio était marqué par une déclaration, véritable programme d'action pour le XXI^e siècle pour s'orienter vers le développement durable « capable de répondre aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures de répondre aux leurs ».

Vaste programme ! Celui-ci nécessite une démarche participative dans laquelle les citoyens débattent publiquement de leur bien commun et de l'intérêt général de la collectivité. A partir d'un diagnostic, état des lieux établi collectivement, à partir des points forts et des points faibles de la ville, les acteurs locaux identifient et hiérarchisent les problématiques prioritaires de la ville pour in fine établir un programme d'action.

Que dit le diagnostic de Tan Tan, chef-lieu de province mais surtout point de passage du commerce caravanier vers l'Afrique subsaharienne récupéré en 1958 dans le cadre de la récupération de la province de Tarfaya ? Tan Tan et El Ouatia situé à 25 km, l'un des ports de pêche les plus importants du Maroc qui a influencé la structure de l'économie locale et régionale en développant les établissements spécialisés dans la conserverie et la farine de poisson, exercent une forte attraction migratoire sur le milieu rural fréquenté par les tribus nomades.

Sur cette région, comme le souligne le directeur de l'Agence du Sud, « beaucoup de contraintes pèsent sur cet espace, la sécheresse récurrente, la faiblesse de la ressource en eau, les dangers d'inondation, l'accélération du phénomène de l'ensablement qui bloque souvent l'accès au port et met en danger les équipements urbains et surtout les mutations profondes que génère la sédentarisation ». De son côté, le gouverneur met l'accent sur la nécessité de former, d'améliorer les capacités et de socialiser les jeunes pour aider à leur insertion et pour lutter contre le chômage.

Grâce à la solidarité et à la prise en compte des besoins, la souffrance sociale pourrait être réduite. Une chose est cependant sûre : Si des projet ambitieux de qualification urbaine, infrastructures, espaces de commerce, construction d'un stade, celle du marché hebdomadaire et de ceux de poisson et de dromadaire si le grand projet touristique de Chebika constitué de 8 unités hôtelières avec une capacité d'accueil de 5000 lits sont très attendus, cette politique de ressources et de développement ne peut être optimisée voire légitimisée sans une politique participative locale qui met en avant les vertus d'une action collective, d'un « capital militant » défini en concertation et en toute responsabilité.



La démarche participative pourrait ainsi être un mode d'entrée d'un développement durable et d'une véritable politique de cohésion sociale. C'est dans ce sens qu'Agenda 21, souligne le coordonnateur national, est un processus d'accompagnement et un outil de renforcement des capacités.

Les ateliers Consultation de la ville qui se sont tenus les 14 et 15 mars sur les thèmes « Valorisation du patrimoine naturel et culturel et développement d'un tourisme durable » et « Mise à niveau urbaine et intégration sociale », ont sans aucun doute répondu à cet objectif et aux attentes des organisateurs. La forte participation de tous les acteurs, gouverneur, maire, élus, présidents des conseils, représentants d'une centaine d'associations, les débats passionnés, la volonté de travailler en commun, les signatures de 7 conventions portant sur la création de complexes socio-éducatifs, d'espaces verts, de centres multimédia, de clubs de la citoyenneté et des droits de l'Homme, l'adoption du pacte urbain qui prend en compte toutes les doléances, sont autant d'ingrédients de réussite de l'Agenda 21 d'une région qui a une forte tradition de solidarité.

L'accent a également été mis sur l'urgence d'une réhabilitation d'un patrimoine culturel fortement dégradé comme la kasbah érigée sur l'une des collines surplombant l'oued Benkhilil qui date de 1948. Selon certains participants « un patrimoine bien réhabilité peut en effet changer l'image d'un territoire et renforcer son attractivité et raffermir en même temps une vision de cohésion sociale par le partage d'une même culture ». Le moussem de Tan Tan, auquel avait assisté le SG de l'UNESCO accompagné d'une trentaine de ses ambassadeurs, a permis à cette rencontre d'intégrer aujourd'hui le patrimoine universel immatériel de l'humanité et a montré la richesse des traditions artistiques, des arts culinaires, de la bijouterie et des danses et chansons de la région.

Deux événements auront marqué les ateliers d'Agenda 21. Le premier a porté sur le choix à l'unanimité de deux personnes, un homme et une femme mandatés par la société civile : Fatima Kbayli, responsable de la Ligue marocaine pour la protection de l'enfance et Rachid Fouili, personne charismatique du monde associatif. Le second a consisté en la signature du pacte urbain. Une manière sans doute de resserrer le lien social après les graves incidents qui ont connu la mort d'un agent de l'ordre et de lancer une dynamique pour mener à bien le plan d'action du bipole Tan Tan-El Ouatia qui nécessitera des moyens, de la cohérence et surtout la mise en œuvre des principes de la gouvernance urbaine

Farida Moha

Source : Le Matin